



Communiqué de presse de la CGT-INRA

Le gouvernement manœuvre face à la mobilisation inégalée des personnels de la Recherche Publique. A grand renfort de publicité, il vient d'annoncer le 27/02/04 le déblocage de 293,8 millions d'euros de crédit correspondant aux arriérés dus aux organismes de recherche depuis 2002, soit 28,5 millions d'euros pour l'INRA. Quoi de plus normal d'éponger une dette par rapport à des crédits votés ! Il n'en reste pas moins que les crédits 2004 des unités INRA vont chuter en moyenne de 10 à 13% par rapport à la Loi de Finance initiale de 2003, ceci se traduisant par une accélération de l'asphyxie de la recherche agronomique publique.

A la revendication préalable de stopper le développement de la précarité pour toutes les catégories, chercheurs comme techniciens et administratifs, en rétablissant les 550 postes de titulaires (dont 112 à l'INRA) supprimés au budget 2004, le gouvernement « répond » par une augmentation de la rémunération des contrats à durée déterminée. Là encore, il manœuvre en faisant mine de créer des emplois de titulaires par le dégel de 120 postes votés mais actuellement bloqués. L'axe de toute cette politique reste bien la remise en cause du statut de titulaire de 1983 pour tous les personnels.

Ces jeux d'écriture, qui se traduisent par aucun crédit ni aucun poste supplémentaire, ne tromperont personne. La CGT-INRA invite les personnels de l'Institut à prendre toute leur place dans le mouvement général de la recherche publique et, notamment, à manifester massivement le 9 mars aux côtés des Directeurs d'Unité allant remettre au ministère leur démission de leurs fonctions administratives à l'appel du collectif « Sauvons la Recherche ».

Saint-Cyr-L'Ecole, le 1^{er} mars 2004
Le Secrétariat National CGT-INRA